

EN MARGE DES REVENDICATIONS DE SALAIRE: A QUI PROFITENT-ELLES EN RÉALITÉ?

Chaque travailleur sait pertinemment que la demande d'augmentation de salaires actuellement à l'étude enfoncera une porte ouverte. Quoiqu'en affirme les étranges utopistes de la C.G.T., une augmentation du coût de la vie est son corollaire inévitable et cette élévation des prix est déjà chose faite pour certains produits. Citons pour mémoire l'augmentation du prix du gaz et de l'électricité. Mentionnons celle rendue inéluctable pour le blé - c'est-à-dire le pain - et celles, prévisibles, pour le charbon et pour les transports ferroviaires et autres. Il n'est personne de censé, dans le monde du travail, qui ne prévoie que cette revendication, d'ailleurs fort légitime, ne se retournera contre ses prétendus bénéficiaires les travailleurs. En un mot chacun reconnaît que la satisfaction qui sera plus ou moins accordée, n'est que le mirage le plus décevant et le plus dangereux de ce temps.

DES CAPITALISTES FAVORABLES A UNE PLUS FORTE AUGMENTATION

Jamais peut-être, cependant demande ne fut plus favorablement accueillie et cela dans le clan adverse même. Que de transports attendrissants la grande Presse et les grandes associations économiques et politiques, n'ont-elles publiquement apportés, en écrits et en paroles, à la cause des prolétaires de toute sorte? Cette unanimité, déjà fort suspecte pour qui se penche sur l'étude des questions sociales, devient un objet de répulsion et de dégoût lorsque ses dessous sont dévoilés. Car cette prétendue solidarité cache de mercantiles et inavouables buts.

Nous avons déjà entretenu nos lecteurs des répercussions réelles, tangibles et rémunératrices des Nationalisations, sauvegarde ultime des derniers intérêts du Capital. Est-il besoin de rappeler qu'un intérêt variable de 1%, intérêt supplémentaire aux 3% fixes, est accordé sur les recettes - et non sur les bénéfices - aux actionnaires devenus obligataires, des entreprises du Gaz et de l'Électricité?

Insistons, car la chose est d'importance: un anonyme patron de l'entreprise du Gaz ou de l'Électricité touche un revenu de 1% sur les recettes de l'exploitation, que celle-ci soit en bénéfice ou en déficit. Il s'en suit que tout ce qui peut augmenter le prix de vente de l'énergie est farouchement désiré par lui.

Un relèvement général des salaires se répercutant sur les prix de vente est donc une affaire d'or pour notre capitaliste, plus que pour l'ouvrier qu'il exploite, car son gain, à lui, est réel.

90 MILLIONS DE REVENUS SUPPLÉMENTAIRES

Ce cas n'est pas isolé au Gaz et Électricité. Les factices - puisqu'irrélles, illusoires - augmentations de salaires dans les «*Charbonnages de France*» se traduiront par une augmentation de 200 fr. la tonne de charbon. Si nous nous basons sur la production de juin qui fut de 3.673.300 tonnes, c'est donc une augmentation globale de 734.660.000 francs qui, au taux de 1%, produit un revenu supplémentaire mensuel de 7.346.600 francs, soit près de 90 millions de francs par an et qui tombe miraculeusement dans l'escarcelle, toujours vide, de nos capitalistes.

Car il est faux que, comme l'affirment les pontifes ahurissants de la C.G.T., cette augmentation puisse être résorbée par les marges bénéficiaires actuelles et par l'accroissement de la production. Nous étudions, par ailleurs cette question. Mentionnons enfin que notre chiffre cependant éloquent, de 90 millions, est fort

modeste, puisque la *Direction des Prix* calcule le déficit à 7 milliards pour le deuxième semestre de 1946, ce qui donnerait un revenu supplémentaire annuel de 140 millions !!!

LE SALARIÉ VOLÉ ET BERNÉ

Par ces deux exemples nous avons une explication de cette unanimité touchante et anormale. La revendication ouvrière est un gain appréciable et sans danger pour ces capitalistes. Seuls l'ouvrier, l'employé, le technicien - direction et cadre - sont, à des titres et taux divers, bernés dans leurs espoirs. Bernés par tous les partis politiques qui rognent sur le pourcentage demandé. Berné par la C.G.T. qui, connaissant les répercussions fatales de cette hausse des salaires sur les prix, veut en nier l'évidence par des artifices qui ne trompent personne.

Volé par les obligataires, ses anonymes patrons - car l'État n'est que gérant - qui profitent de son ardeur au travail, puisqu'il croit travailler au profit de tous alors que les conditions sont inchangées, voire aggravées. Volé en sa qualité de consommateur d'énergie puisque les tarifs, augmentés par suite de l'incidence de son augmentation de salaire, ne profitent en réalité, qu'à l'obligataire, son fournisseur. Volé comme contribuables, ses impôts servant en partie au versement des subventions gouvernementales - soit actuelles, soit futures - qui pallient et résorbent le déficit de l'exploitation.

UNE ÉPOQUE EXTRAORDINAIRE

C'est, en effet, une bien curieuse époque que celle qui fait, d'une revendication de salaires, une affaire en or pour certains patrons. Nous sommes à un stade où les formules qui étaient excellentes, voire révolutionnaires, il y a quelques années seulement, s'effondrent lamentablement devant de nouvelles et implacables conditions. Nous assistons, éberlués, à la chute verticale de tout ce qui a animé et entretenu notre agitation d'avant-guerre. C'est un effondrement complet des formules et revendications passées.

Un monde nouveau s'édifie sous nos yeux. Ce que nos frères ont pressenti et prophétisé se réalise et nous ne le comprenons pas. L'ère des réformes est achevée et s'achève de façon lamentable. La Révolution bat son plein, le capitalisme est ébranlé, la situation réclame des formules, des conceptions et des hommes nouveaux. L'insurrection est une nécessité urgente, la chute du capitalisme doit se faire de suite, sinon les dernières convulsions du moribond risquent de nous entraîner dans de nouvelles aventures sanglantes.

Prolétaire, lève-toi: l'Histoire t'appelle...
